



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Des-solutions-au-chomage>

Actualités

Des solutions au chômage

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1140 - mars 2013 -

Date de mise en ligne : dimanche 2 juin 2013

Date de parution : mars 2013

Description :

La fin de ce "mal absolu" exige d'autres remèdes que ceux qui ont été utilisés jusqu'à ce jour. Jean-Pierre Mon rappelle, en le citant, ceux que Jacques Duboin proposait déjà en 1932. Faut-il attendre une nouvelle guerre mondiale pour le comprendre ?

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Après tant d'autres, qui s'y sont cassé les dents (« nous avons tout essayé », disait Mitterrand), le président de la république François Hollande et son Premier ministre ont fait de la lutte contre le chômage la priorité des priorités de leur politique. Or les remèdes proposés jusqu'ici étaient inconsistants. La victoire contre ce "mal absolu" exige d'autres remèdes que ceux qui ont été utilisés jusqu'à ce jour ! Des remèdes d'autant plus révolutionnaires que le mal est mondial. C'est ce que montrent, une fois de plus, les statistiques du Bureau International du Travail (BIT).

Des propositions originales ont pourtant été avancées, il y a fort longtemps, comme nous le verrons plus loin, mais elles sont passées sous silence parce que leur mise en oeuvre implique un changement total de société. Et nous n'en sommes, hélas, pas encore là.

Davos, 25 janvier 2013

Le "sommet de Davos", euphémisme ainsi baptisé par ses participants, a mis à son programme cette année "Le malaise économique et ses périls". Il s'agissait de traiter le problème du même type que celui de l'oeuf et de la poule (qui a commencé ?), celui de la croissance et de l'emploi : s'il n'y a pas d'emploi, l'économie ne peut croître, et si l'économie ne croît pas, elle ne peut pas créer d'emplois... Le directeur général de l'Organisation Mondiale du Travail (OIT), M. Guy Ryder, y déclara : « cette simple logique ne semble pas s'être imposée aux responsables politiques qui ont commencé par instaurer la rigueur en Europe pour résoudre la crise financière. (...) Si cela avait été dit et entendu il y a trois ou quatre ans, peut-être aurions-nous pu éviter certains des excès de la crise de l'emploi qui se manifestent aujourd'hui. (...) Ce n'est pas le seul élément du malaise économique que nous affrontons, mais c'en est la quintessence même ». Évoquant le cas particulièrement difficile de l'Espagne, il ajouta : « Les chiffres qui ont été publiés cette semaine sont absolument consternants. On ne voit pas se profiler de reprise. Mais je pense que pendant que nous sommes tous, et c'est bien compréhensible, focalisés sur l'Espagne, nous sommes confrontés à une crise mondiale persistante de l'emploi ».

Partant du postulat que la croissance est nécessaire pour créer des emplois (mais quelle croissance et quels emplois ?), on ne peut pas s'attendre à ce que le BIT propose des mesures susceptibles de vaincre le chômage.

Un rapport très pessimiste

Les déclarations de M. Ryder reposent sur le rapport spécial [\[1\]](#) de l'OIT, dont le rédacteur ne manque pas de souligner l'urgence de la publication, dès les premières lignes de son résumé analytique : « Ce rapport 2013 sur les tendances mondiales de l'emploi est une **édition spéciale, justifiée par la résurgence de la crise en 2012** [\[*\]](#). L'année 2011 a vu un fléchissement de la reprise, suivi par un plongeon de la croissance et de l'emploi en 2012. Le chômage a de nouveau augmenté de 4,2 millions au cours de l'année 2012 ».

Dans une première partie, intitulée Les marchés du travail mondiaux se dégradent encore, le rapport précise : « Au cours de l'année 2012, la cinquième après le déclenchement de la crise financière mondiale, la croissance mondiale a décéléré et le chômage est reparti à la hausse, laissant au total **197 millions de personnes sans emploi** [\[*\]](#) ».

À ce nombre il faut ajouter environ les 39 millions de personnes qui ont quitté le marché du travail « parce que les objectifs d'emploi s'avéraient inaccessibles ». La suite n'est guère réjouissante : « Malgré une remontée modérée de la croissance de la production attendue pour 2013-14, le taux de chômage devrait à nouveau augmenter et le nombre de chômeurs dans le monde **s'accroître de 5,1 millions en 2013 pour dépasser les 202 millions, et 3**

millions supplémentaires en 2014 [\[1\]](#) ». Les chapitres qui suivent expliquent comment la récession en Europe a eu des répercussions à l'échelle mondiale et comment les incohérences politiques ont aggravé les doutes, nuisant au renforcement de l'investissement et à l'accélération des créations d'emploi. Qui plus est, selon ce rapport, la durée de la crise a aggravé l'inadéquation du marché du travail (refrain connu), intensifiant les risques de baisse : « Les nouveaux emplois qui sont disponibles requièrent souvent des compétences que les chômeurs ne possèdent pas. Ces décalages en termes de métiers et de qualifications font que le marché du travail est peu réactif à toute accélération de l'activité économique à moyen terme, si l'on n'améliore pas les politiques de soutien destinées à requalifier et dynamiser les actuels demandeurs d'emploi ».

Qui plus est, la véritable étendue de la crise de l'emploi est masquée d'une part par le fait que de plus en plus d'hommes et de femmes sont poussés hors du marché du travail et, d'autre part, parce que le taux d'activité de la main-d'oeuvre a considérablement chuté, en particulier dans les économies développées et dans l'UE. Le rapport ne manque pas de souligner que les jeunes sont les premières victimes de la crise qui « a considérablement diminué les perspectives des jeunes sur le marché du travail, parce que nombre d'entre eux connaissent le chômage de longue durée dès leur arrivée sur le marché du travail, une situation qui n'était jamais observée lors des précédentes récessions économiques. Aujourd'hui, quelque 35 % des jeunes chômeurs sont sans emploi depuis six mois, ou plus, dans les économies avancées, contre 28,5 % en 2007 ».

Ajoutons qu'actuellement, environ **397 millions de travailleurs vivent dans l'extrême pauvreté, et 472 millions d'autres travailleurs ne sont pas en mesure de satisfaire régulièrement leurs besoins fondamentaux** .

Aucun espoir à moyen terme : « de nombreux commentateurs s'attendent à un redémarrage à moyen terme de l'économie mondiale, mais la croissance ne sera pas suffisante pour faire rapidement baisser le chômage ». Et « même avec une accélération de la croissance, le taux de chômage mondial devrait se maintenir à 6 % jusqu'en 2017, pas loin du pic atteint en 2009. Dans le même temps, le nombre global de chômeurs devrait encore augmenter pour atteindre **210,6 millions** [\[2\]](#) au cours des cinq prochaines années ».

Circonstance aggravante

« La pression du chômage qui s'accroît pèse à la baisse sur les salaires réels dans beaucoup d'économies avancées, diminuant ainsi le soutien que la consommation des ménages pourrait apporter à l'activité économique. Des gisements de croissance complémentaires doivent donc être trouvés dans d'autres domaines, en particulier par une forte croissance des investissements privés mais aussi des commandes publiques, au moins dans les pays qui disposent de marges de manoeuvre budgétaires ». En d'autres termes, ce rapport conclut que ce n'est pas demain la veille qu'on va venir à bout du chômage.

Pourtant, des solutions existent

Faisons un bond en arrière de 80 ans. Nous sommes en 1932, année où la "grande crise" née aux États-Unis en octobre 1929, commence à faire sentir ses effets de ce côté-ci de l'Atlantique. En juin de cette année-là, Jacques Duboin, ancien député du Cartel des Gauches, auteur de plusieurs ouvrages socio-économiques, publie *Nous faisons fausse route* dans lequel il analyse "la Crise", et ses conséquences, dont notamment le chômage.

Pour juger à quel point il est toujours d'actualité, en voici quelques extraits [\[2\]](#) :

Drôle de civilisation !

« Existe-t-il péril social plus redoutable que le chômage ? Peut-on imaginer un phénomène plus incompréhensible et plus révoltant ? Comment concevoir qu'un homme qui, lui et les siens, ne peut vivre que par le travail, puisse être placé brusquement dans l'impossibilité absolue d'en trouver ? Du fait que je suis venu au monde, j'ai droit à la vie. Malheureusement on ne peut vivre de rien et c'est exactement ce que je possède. Le monde regorge de richesses dont certaines sont gaspillées et d'autres anéanties, faute de trouver preneur. Car tous ces biens ont un légitime propriétaire. Suis-je donc condamné à mourir de froid ou de faim ? Non, on me rassure en me disant : à chacun selon ses oeuvres, tu gagneras ton pain à la sueur de ton front,... J'y consens. J'accepte de vivre précairement, et même au jour le jour, du produit de mon labeur. Mais voilà qu'il n'existe plus de travail pour moi ! Et on appelle "civilisation" une société où le seul moyen de subsister qui me soit laissé peut brutalement s'évanouir ? »

Qui ne voit que le droit de propriété devient intolérable, s'il n'est pas corrigé par le droit au travail qui en est l'équitable contre-partie ? »

Le chômage : un accident ?

« Afin que vingt millions d'hommes éparpillés sur le globe ne soient pas réduits aux actes de désespoir, voilà que les États, les municipalités, les collectivités s'ingénient à leur fournir le minimum indispensable à la vie. C'est un geste obligatoire de solidarité humaine. Cependant tout le monde s'obstine à ne voir, dans ce chômage, qu'un accident pénible mais passager. Les secours qu'on organise ont un caractère provisoire, comme pour les victimes d'un sinistre. Peut-on affirmer que les chômeurs finiront par être résorbés ? »

C'est ce que croient « les économistes classiques qui vont nous rassurer en nous faisant constater que toutes les crises de chômage ont pris fin et qu'il ne s'agit là que d'un phénomène connu et momentané ».

Parmi les solutions que proposent ces économistes, Duboin distingue :

" celle des « météorologistes de la politique et de l'économie qui nous conseillent d'attendre gentiment que l'orage soit passé. Après la pluie, le beau temps. Soyons sages, privons-nous de tout ce qui n'est pas absolument indispensable, et tout s'arrangera. [...] Avec beaucoup de patience, la confiance renaîtra et avec la confiance, la prospérité... »

" l'inflation, prônée par ceux qui sont encore hantés par le souvenir de la facilité avec laquelle ils ont liquidé leurs créanciers, qui la veulent lente et généralisée et qui souhaitent que tous les pays s'y soumettent de concert.

" une nouvelle déflation que souhaitent des assoiffés de martyre (il y en a encore en 1932) car ils comptent sur elle pour provoquer la reprise des affaires (on dirait aujourd'hui : de la croissance).

Un remède désormais inefficace

« Il nous faut aussi ne pas passer sous silence que le grand remède au chômage d'autrefois a complètement disparu : c'était l'émigration massive pour les pays neufs. Dans les trente dernières années du XIXe siècle et les dix

premières de celui-ci, c'est-à-dire en quarante ans, sait-on le nombre des travailleurs, intellectuels et manuels, qui ont quitté la vieille Europe pour aller se fixer aux États-Unis ? Ce fut un exode de vingt millions d'hommes, chiffre sensiblement égal au nombre des chômeurs d'aujourd'hui. Il faut ajouter ceux qui allèrent chercher fortune au Canada, au Mexique, en Argentine, au Brésil. Tous ces pays neufs absorbaient nos produits et nos chômeurs. Hélas, les pays neufs ont vieilli. Ils fabriquent aujourd'hui les mêmes produits que nous et n'acceptent plus nos chômeurs. Ils multiplient les obstacles à l'entrée des ouvriers étrangers, quand ils ne reconduisent pas à la frontière ceux qu'une nécessité passagère avait laissé pénétrer sur leur territoire ».

Un problème insoluble

« Il existe, au contraire, de solides raisons de craindre que le mal ne devienne chronique et que le chômage qui, jusqu'ici, n'était que la rançon du progrès technique n'en devienne demain la mesure exacte. Le problème prendrait, du coup, une tout autre envergure. Il ne consisterait plus à résorber les vingt millions de chômeurs dont souffre l'économie du monde, mais à faire en sorte que leur nombre ne s'augmente qu'à la cadence la plus lente qui soit possible. Envisagé sous cet angle, le problème devient insoluble et décourageant. Ne nous y attardons pas. Est-on sûr aussi, que la reprise des affaires si ardemment attendue, provoquerait une diminution sensible du nombre des chômeurs ? Ici encore, il ne faudrait pas nourrir trop d'illusions, car avec les moyens mécaniques dont dispose l'industrie dans tous les grands pays, la production peut repartir sans nécessiter l'embauche d'un nombre bien considérable de nouveaux ouvriers ».

Remèdes ultimes

« Dès que les affaires vont mal, certains demandent à l'État de devenir banquier, armateur, directeur de théâtre, de cinéma, de prendre en mains l'achat et la vente des céréales, de centraliser le commerce des devises, bref de se substituer à l'économie privée pour faire du capitalisme d'État. Le retour à la terre est le remède qui a la préférence des citoyens inquiets. On néglige de remarquer que le machinisme a gagné l'agriculture et, que, comme dans l'industrie, ses progrès ont été accomplis au détriment de la main-d'oeuvre.

Faisons encore une petite place à ceux qui voient la fin de la crise dans l'abolition de toutes les barrières douanières. La rationalisation à l'intérieur d'un pays ne leur suffit pas, ils veulent la rationalisation de tous les peuples, chacun ne produisant que ce qu'il est apte à produire. (C'est ce qu'on appelle les avantages comparatifs...) Personne ne conteste que les barrières douanières ont pour résultat de changer la valeur d'une marchandise selon le lieu où elle se trouve et que, sans barrières douanières, la vie serait certainement meilleur marché un peu partout. Mais écartons, au moins pour l'instant, cette solution héroïque : trop de nos industries ne vivent que parce qu'elles sont protégées. Faire disparaître les droits d'entrée, c'est bouleverser encore notre économie nationale. Un bon nombre d'usines fermeraient leurs portes et notre crise de chômage s'aggraverait, alors que le problème consiste à l'atténuer » [...]

« Ne terminons pas notre course à travers les remèdes sans saluer au passage la théorie de l'économie dirigée. On ne nous dit pas par qui ?? [...]. Elle est peut-être réalisable lorsque la production n'a d'autres fins que l'intérêt général ; l'expression est vide de sens lorsque l'économie, comme c'est le cas en régime capitaliste, est basée sur le profit particulier. »

La réduction du temps de travail

« Hier, cent ouvriers travaillant huit heures par jour, exécutaient un travail qui, aujourd'hui, est mené à bien par cinquante ouvriers seulement travaillant toujours huit heures par jour. Il a donc fallu licencier cinquante ouvriers qui sont maintenant sans emploi. Ne vaudrait-il pas mieux conserver les cent ouvriers en ne les faisant travailler désormais que quatre heures par jour ? Sans aucun doute, répondez-vous, mais comment réduire les heures de travail, chez moi, si mon concurrent, de l'autre côté de la frontière, n'est pas obligé d'en faire autant ?

La diminution progressive de la journée de travail ne peut être réalisée que par une mesure générale, c'est-à-dire internationale.

Qu'on ne dise pas que la réforme est impossible. On l'a dit, redit, imprimé à satiété, chaque fois que la journée de travail a été réduite par voie législative. N'oublions pas que cette durée est passée de 12 à 10 et de 10 à 8 heures au cours d'une seule génération ! Et quelle hostilité n'a pas rencontré cette journée de 8 heures, qu'une des clauses ouvrières du traité de Versailles a imposée à toutes les puissances signataires ! [...] Il y aura des difficultés d'application, c'est entendu, mais elles ne sont pas insurmontables. D'abord le problème des salaires. Ceux-ci ne doivent pas diminuer, sinon c'est la baisse du "standard of living". Or, il ne faut pas qu'elle se produise, puisque c'est le pouvoir d'achat qui nous préoccupe. D'autre part, comment payer le même prix pour une journée réduite que pour une journée complète ? Ne voit-on pas le renchérissement immédiat du coût de la vie ? Comment faire aussi pour qu'un industriel, pressé de commandes, ou à la tête d'une fabrication saisonnière, puisse légalement faire travailler ses ouvriers pendant le temps qui est indispensable à l'exécution de ses marchés ? Il y aura des dérogations, des exceptions admises, des tolérances autorisées. Il n'y a rien d'insoluble si la mesure est prise par étapes et d'une manière uniforme dans tous les pays à la fois.

En revanche, on ne contestera pas que la réforme présente de grands avantages. D'abord une diminution sérieuse du chômage. Ensuite la possibilité de décongestionner les grandes villes qui sont un des points faibles de l'économie actuelle ».

Aucune de ces propositions n'a été mise en oeuvre et le "New deal" du Président américain Roosevelt, dont certains redécouvrent les mérites, était inadéquat : « Ce n'est pas lui qui a sorti l'économie américaine de la Grande Dépression. C'est la préparation militaire à la seconde guerre mondiale qui a relancé l'industrie de l'armement. L'équivalent d'un stimulus de l'ordre de 10% du PIB ».

Autrement dit, il a fallu soixante millions de morts (environ 3% de la population mondiale) et des destructions massives pour sortir de la crise !

Et maintenant ?

On ne peut pas dire qu'on ait beaucoup avancé. Dans leur très grande majorité les économistes, aveugles devant le progrès technique, continuent à raisonner comme il y a un siècle. Le gouvernement Jospin avait fait un petit pas dans la bonne voie en imposant la semaine de 35 heures, mais mal préparée et mal expliquée. Dès qu'elle l'a pu, la droite a tout fait pour la mettre en échec.

Quant à la "gauche revenue au pouvoir", on ne sait pas trop dans quel sens elle va trancher, avec les affirmations de Michel Sapin déclarant qu'il ne fallait pas supprimer les 35 heures, et celles du Premier ministre disant qu'il n'était pas question de revenir sur les 35 heures. La réduction du temps de travail, seule solution au problème du chômage,

ne semble pas faire l'objet de beaucoup de débats au sein du PS.

Une analyse proche de celle de Duboin

Une exception cependant, celle de l'économiste Pierre Larroutou : il a présenté au dernier congrès du PS une motion cosignée par Stéphane Hessel, "Oser aller plus loin, plus vite" qui a obtenu près de 12% des voix. Larroutou est connu depuis plusieurs années pour sa campagne en faveur de la semaine de quatre jours et du partage du travail. Dans un entretien [3] à Libération, il estime que le gouvernement doit se saisir rapidement de ce problème car : « Depuis maintenant 34 ans, on n'arrive pas aller au bout du débat sur le temps de travail. En 1978, même Raymond Barre disait déjà que la semaine de 35 heures n'était pas une idée inconvenante, ce qui dans sa bouche était un soutien massif. Aujourd'hui, nous sommes en 2012 et le partage du travail actuel est un non sens. D'après les chiffres de l'INSEE, un actif à temps plein en France travaille 39,5 heures par semaine, alors que de l'autre côté il y a quatre millions de personnes qui font zéro heure ». En Allemagne, dont on voudrait bien nous faire adopter le modèle, « il y a tellement de petits boulots que la durée moyenne du travail hebdomadaire est tombée à 30,1 heures sans compter les chômeurs ». Quant aux États-Unis avant la crise, la durée hebdomadaire du travail était de 33 heures. « Du fait des énormes gains de productivité des dernières décennies, nous vivons une vraie révolution qui pose forcément la question d'une nouvelle organisation du travail. Il faut aller plus loin et mieux que ce qui avait été fait sous le gouvernement Jospin. C'est bien cela qui ne doit pas être un sujet tabou ». Larroutou demande que le gouvernement prenne trois mois pour des états généraux de l'emploi. Il s'élève contre le mythe répandu principalement par la droite et le Medef, selon lequel les 35 heures constitueraient un poids insupportable pour l'économie française. Cela ne repose sur rien : aux États-Unis l'ancien ministre de l'économie de Bill Clinton, Robert Reich, estime « que la principale réforme que devrait faire Obama serait d'organiser une baisse du temps de travail sans baisse de salaire ». « En effet, dit Reich, les gains de productivité de nos économies sont la principale cause du chômage ». Malgré les délocalisations, la production faite sur le territoire américain, comme celle faite sur le territoire européen, n'a pas baissé. Larroutou rappelle qu'en France 400 entreprises, de toutes tailles et dans tous les secteurs, sont déjà passées à la semaine de quatre jours et que, selon une étude du ministère du Travail en 1997, un mouvement général vers la semaine de quatre jours permettrait de créer deux millions d'emplois. « Cela ferait deux millions de familles dont la vie serait moins dure ».

Contrairement à ce que répandent la plupart des économiste, y compris ceux de l'OIT (voir plus haut) « il ne faut pas rêver, la croissance ne va pas revenir » et « si l'on ne veut pas s'enfermer dans une crise sociale gravissime, il faut d'urgence changer la donne ».

Espérons que cela ne demandera pas 80 ans de plus ... et une nouvelle guerre mondiale.

[1] Tendances mondiales de l'emploi 2013, Surmonter la nouvelle crise de l'emploi, 21/01/2013.

[*] NDLR : C'est nous qui soulignons

[2] Les intertitres sont de la rédaction.

[3] daté du 30/10/2012.